

GE_GERICHTE CAPH/161/2018 vom 20. September 2018

GE Cour de justice, 2018-09-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_CAPH_161_2018

FR: GE_GERICHTE CAPH/161/2018 du 20 septembre 2018

IT: GE_GERICHTE CAPH/161/2018 del 20 settembre 2018

Erwägungen

E. 15

novembre 2018.

REPUBLIQUE ET

CANTON DE GENEVE POUVOIR JUDICIAIRE C/23861/2018-CT CAPH/161/2018
ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE Chambre des prud'hommes DU 15 NOVEMBRE
2018

Entre A _____ SA, domiciliée _____, recourante contre une décision du 20 septembre
2018 de la Chambre des relations collectives de travail, comparant en personne,
et COMMISSION PARITAIRE B _____, domiciliée _____, intimée, comparant en
personne.

- 2/3 -

C/23861/2018-CT Vu, EN FAIT, la décision rendue par la Chambre des relations
collectives de travail le

E. 20

septembre 2018 par la Chambre des relations collectives de travail. Dit que la procédure est
gratuite. Siégeant : Madame Paola CAMPOMAGNANI, présidente; Messieurs Pierre-Alain
L'HÔTE et Vincent CANONICA, juges employeurs; Messieurs Yves DUPRE et Kasum
VELII, juges salariés; Madame Véronique BULUNDWE-LEVY, greffière

Indication des voies de recours et valeur litigieuse :

Le Tribunal fédéral connaît, comme juridiction ordinaire de recours, des recours en matière
civile; la qualité et les autres conditions pour interjeter recours sont déterminées par les art.
72 à 77 et 90 ss de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110). Il
connaît également des recours constitutionnels subsidiaires; la qualité et les autres
conditions pour interjeter recours sont déterminées par les art. 113 à 119 et 90 ss LTF. Dans
les deux cas, le recours motivé doit être formé dans les trente jours qui suivent la
notification de l'expédition complète de l'arrêt attaqué. L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si
une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les
deux recours dans un seul mémoire.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF inférieure à 15'000.- fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.